

DECRET N°01-404/P-RM DU 17 SEPT. 2001 DETERMINANT LES CONDITIONS ET MODALITES D'EXERCICE DES DROITS CONFERES PAR LES TITRES D'EXPLOITATION DES RESSOURCES FORESTIERES.

LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,

Vu la Constitution ;

Vu l'Ordonnance N°06/CMLN du 27 février 1970 portant adoption du Code Général des Impôts et de ses textes modificatifs subséquents ;

Vu la Loi N°92-002 du 27 août 1992 portant code de commerce en République du Mali, modifiée par la Loi N°01-042 du 07 juin 2001 ;

Vu la Loi N°94-022 du 26 mai 1994 autorisant la ratification du traité révisé de la CEDEAO signé à Cotonou le 24 juillet 1993 ;

Vu la Loi N°94-048 du 30 décembre 1994 autorisant la ratification du traité relatif à l'Harmonisation du Droit des Affaires en Afrique, signé à Port-Louis le 7 octobre 1993 ;

Vu la Loi N°95-003 du 18 janvier 1995 portant organisation de l'exploitation, du transport et du commerce du bois ;

Vu la Loi N°95-004 du 18 janvier 1995 fixant les conditions de gestion des ressources forestières ;

Vu la Loi N°96-050 du 16 octobre 1996 portant principes de constitution et de gestion du domaine des Collectivités Territoriales ;

Vu l'Ordonnance N°00-027/P-RM du 22 mars 2000 portant Code Domanial et Foncier ;

Vu le Décret N°00-055/P-RM du 15 février 2000 portant nomination du Premier ministre ;

Vu le Décret N°01-276/P-RM du 23 juin 2001 portant nomination des membres du Gouvernement ;

STATUANT EN CONSEIL DES MINISTRES,

DECRETE :

ARTICLE 1^{er} : Le présent décret détermine les conditions et modalités d'exercice des droits conférés par les titres d'exploitation des ressources forestières.

CHAPITRE I : DES DISPOSITIONS GENERALES

ARTICLE 2 : L'exercice de la profession d'exploitant forestier à titre temporaire ou permanent est subordonné à l'acquisition préalable d'un permis d'exploitant forestier.

ARTICLE 3 : Les permis d'exploitant forestier comprennent :

- le permis d'exploitant de bois-énergie ;
- le permis d'exploitant de bois de service ;
- le permis d'exploitant de bois d'œuvre ;
- le permis d'exploitant de produits forestiers non ligneux.

ARTICLE 4 : Pour l'exploitation du bois dans le domaine forestier, outre les dispositions prévues dans le cadre des ventes de coupe et des contrats de gestion, les titulaires de permis d'exploitant forestier doivent être bénéficiaires de permis de coupe conformément aux dispositions des textes en vigueur.

ARTICLE 5 : Les permis de coupe comprennent :

- les permis de petite coupe ;

- les permis de moyenne coupe ;
- les permis de grande coupe.

ARTICLE 6 : Les permis d'exploitant forestier et les permis de coupe sont délivrés aux requérants après acquittement des droits prévus par les textes en vigueur.

ARTICLE 7 : Les permis d'exploitant forestier doivent contenir tous les renseignements permettant de vérifier l'identité du titulaire, les références de l'agrément et le numéro d'identification fiscale.

Les permis d'exploitant forestier et les permis de coupe contiennent les mentions suivantes :

- la durée de validité ;
- les droits conférés au titulaire ;
- le domaine dans lequel ces droits s'exercent ;
- le montant de la redevance ou des taxes perçues ;
- le numéro et la date de la quittance délivrée ;
- la date et le lieu de délivrance ;
- les noms et prénoms et les fonctions de l'agent ayant délivré le titre.

Les permis sont extraits d'un carnet à souches.

ARTICLE 8 : Le permis de coupe contient obligatoirement :

- les nom, prénoms, raison sociale et domicile du titulaire ;
- le nombre ou la quantité d'arbres, de pièces, stères ou quintaux dont l'exploitation est autorisée ;
- le lieu précis d'exploitation, avec indication du village le plus proche ;
- la nature de l'essence lorsqu'il s'agit de bois de service ou de bois d'œuvre ;
- l'utilisation des produits lorsqu'il s'agit de la fabrication d'objets.

ARTICLE 9 : Le permis d'exploitant forestier a une durée de validité d'un an à compter de la date de signature.

CHAPITRE II : DES CONDITIONS DE DELIVRANCE DES TITRES

Section 1 : Du permis d'exploitant forestier

ARTICLE 10 : Le demandeur du permis d'exploitant forestier doit remplir les conditions ci-après :

a) personne physique :

- être âgée de 18 ans au moins ;
- être enregistrée au niveau du service chargé des ressources forestières du lieu où l'on désire exercer la profession ;
- être immatriculée au registre du commerce ;
- pour les personnes de nationalités étrangères avoir la qualité de résident.

b) personne morale :

- être agréée conformément aux dispositions des textes en vigueur :

pour les coopératives et les groupements d'intérêt économique, être immatriculée au registre du commerce ;
pour les associations, être reconnue d'utilité publique conformément à la législation en vigueur ;

- la personne mandatée par la société pour l'organisation de l'exploitation doit avoir les qualités requises pour les personnes physiques.

ARTICLE 11 : Pour les personnes de nationalité étrangère et les personnes morales le permis d'exploitant forestier est délivré sur demande écrite et timbrée, portant les nom, prénoms, raison sociale, nationalité, adresse au Mali, le motif et la catégorie de permis sollicitée.

ARTICLE 12 : Le permis d'exploitant forestier est délivré par le service communal chargé des Ressources forestières ou toute autre structure compétente.

ARTICLE 13 : Le permis d'exploitant forestier confère au titulaire le droit d'exercer la profession d'exploitant forestier sur toute l'étendue de la région de délivrance, dans le respect des dispositions des textes en vigueur.

Section 2 : Du permis de coupe

ARTICLE 14 : Les permis de coupe sont délivrés aux personnes physiques ou morales titulaires de permis d'exploitant forestier en cours de validité.

ARTICLE 15 : Les permis de petite et moyenne coupe sont délivrés par les chefs de services communaux ou toute autorité compétente dont relève la zone d'exploitation des produits concernés.

ARTICLE 16 : Le permis de grande coupe est délivré par le chef de service de cercle ou le directeur régional chargé des ressources forestières de la zone d'exploitation concernée.

ARTICLE 17 : La durée de validité des permis de coupe, les quantités maximum autorisées par les permis de coupe et les autorisations d'abattage des essences protégées sont fixées par arrêté du ministre chargé des Ressources forestières.

CHAPITRE III : DES MODALITES D'EXPLOITATION DES PRODUITS FORESTIERS

Section 1 : De l'exploitation en régie

ARTICLE 18 : Le ministre chargé des Ressources forestières, après avis du ministre chargé des Finances peut faire exécuter en régie, par l'administration chargée des ressources forestières, l'exploitation des produits forestiers du domaine classé.

Les produits sont vendus conformément aux dispositions des textes régissant la passation des marchés publics.

Section 2 : De la vente de coupe

ARTICLE 19 : Les coupes mises en vente sont délimitées sur le terrain par le service chargé des ressources forestières qui évalue les essences exploitables en nombre et en volume.

ARTICLE 20 : Les règles d'exploitation et les conditions à remplir par les adjudicataires sont consignées dans un cahier de charges.

ARTICLE 21 : Les ventes de coupe se font conformément aux dispositions des textes régissant la passation de marchés publics.

La date et le lieu d'adjudication sont annoncés au moins un mois à l'avance.

Section 3 : Du contrat de gestion

ARTICLE 22 : L'exploitation des produits forestiers dans les domaines forestiers de l'Etat ou des Collectivités Territoriales peut être faite par des personnes physiques ou morales dans le cadre de contrat de gestion conclu avec les autorités compétentes.

ARTICLE 23 : Les personnes bénéficiaires de contrat de gestion doivent être agréées et être titulaires d'un permis d'exploitant forestier en cours de validité.

ARTICLE 24 : Les conditions et modalités d'exploitation du périmètre faisant l'objet du contrat de gestion sont définies dans un cahier de charges.

Les modèles de contrat de gestion et de cahier de charges d'exploitation sont fixés par arrêté du ministre chargé des Ressources forestières.

Section 4 : De la coupe des essences protégées

ARTICLE 25 : La coupe d'essence protégée est autorisée dans les conditions suivantes :

- exploitation de bois d'œuvre ;
- défrichement autorisé ;
- travaux d'intérêt public ;
- coupes régulières ou d'amélioration effectuées dans le cadre de la mise en œuvre de plan d'aménagement du domaine forestier.

Toutefois pour l'exploitation de bois d'œuvre les arbres à abattre doivent avoir le diamètre moyen fixé par les textes en vigueur.

ARTICLE 26 : La coupe des essences protégées et de celles ci-dessous énumérées est interdite pour la production de bois de chauffe ou de charbon de bois :

- | | |
|----------------------------|------------------|
| 1. Isoberlinia doka | : Sô |
| 2. Daniella oliveri | : Sanan |
| 3. Cordyla pinnata | : Dougoura |
| 4. Diospyros mespiliformis | : Soun-Soun fing |

Section 5 : De la saignée de certaines essences protégées

ARTICLE 27 : La saignée du palmier à huile et du rônier n'est autorisée que dans le domaine forestier protégé.

Toutefois elle ne doit porter que sur les sujets ayant atteint une hauteur de fût supérieure à 4 mètres et sous réserve qu'elle n'entraîne pas le dépérissement des sujets.

ARTICLE 28 : La saignée du gommier est autorisée dans les conditions suivantes :

- le sujet à saigner doit avoir un diamètre moyen minimum de 6 cm ;
- l'opération doit être effectuée sans que le bois soit attaqué ;
- la longueur de la bande d'écorce pouvant être enlevé chaque année sur un même sujet est de 50 cm de long et une largeur de 3 cm.

CHAPITRE IV : DES DROITS ET OBLIGATIONS DES EXPLOITANTS

Section 1 : Du droit d'exploitation

ARTICLE 29 : Le droit d'exploitation est personnel. Il résulte des droits conférés par le titre délivré à une personne physique ou morale nommément désignée et ne peut donner lieu à cession ou location. Il ne peut être transféré qu'après autorisation de l'autorité ayant délivré le titre moyennant le paiement d'une redevance fixée par décret pris en Conseil des Ministres.

ARTICLE 30 : Le droit d'exploitation porte sur un nombre limité de produits désignés ou sur une surface sur laquelle n'est autorisée que la coupe des produits faisant l'objet du titre d'exploitation.

ARTICLE 31 : Le droit d'exploiter est accordé pour une durée limitée variable suivant la nature du produit exploité.

Il ne confère aucun droit ni sur le sol et le sous-sol, ni sur les autres produits forestiers que ceux désignés pour le titre d'exploitation.

ARTICLE 32 : Le droit d'exploiter un périmètre déterminé n'exclut pas l'exercice des droits d'usage. L'exploitant ne peut prétendre à aucune compensation pour les préjudices que subiraient les produits forestiers du fait de l'exercice normal de ces droits par les collectivités qui en sont titulaires.

De même, le détenteur d'un chantier ne peut s'opposer au libre passage à travers son chantier des personnels, matériels et produits des chantiers, situés en arrière du sien par rapport aux voies d'évacuation principales.

Section 2 : Des obligations des exploitants

ARTICLE 33 : En dehors des exceptions prévues pour l'exercice des droits d'usage, aucun droit d'exploitation ou de récolte de produits de la forêt ne peut être concédé à titre gratuit.

ARTICLE 34 : Les titulaires de permis d'exploitant forestier sont soumis aux dispositions du Code Général des Impôts.

ARTICLE 35 : Tout exploitant est tenu au paiement des redevances et taxes représentant les droits de délivrance et de transfert des titres ou correspondant aux quantités de produits exploités.

ARTICLE 36 : Les exploitants adjudicataires de coupe de bois énergie ou titulaires de permis de coupe en forêt classée ou aménagée prennent en charge les travaux d'amélioration sylvicoles à savoir :

- préserver les porte-graines ;
- dégager les sujets de valeur ;
- protéger la régénération.

ARTICLE 37 : Pour l'exploitation de bois énergie la coupe doit être faite rez-terre. Lorsqu'un arbre est abattu, il doit être entièrement débité, cime et tronc.

Le bois d'œuvre ou le bois de service doit être coupé le plus près possible du sol dans les contreforts s'ils existent, rez-terre pour toutes les autres essences.

Aucune bille de bois de valeur marchande ne doit rester abandonnée sur le chantier ou en dehors du chantier, si nécessaire un délai de tirage est accordé à l'expiration de la validité du permis.

ARTICLE 38 : Les bénéficiaires de contrat de gestion, les adjudicataires de vente de coupe ou les titulaires de permis de coupe dans le domaine forestier classé doivent ouvrir et entretenir des pare-feux d'au moins dix mètres de large pour la protection des massifs exploités.

ARTICLE 39 : Les personnes physiques ou morales propriétaires de magasins, de dépôts, de scieries, de chantiers ou autres installations bénéficiaires de titres d'exploitation, doivent tenir obligatoirement des registres constatant l'entrée et la sortie de leurs installations de tous les produits forestiers ou objet fabriqués. Les registres cotés et paraphés porteront en indication l'essence, la nature du produit, l'origine ou la provenance, la nature et le nombre d'objets fabriqués, leurs destinations ainsi que les références des documents accompagnant les produits ou objets conformément aux dispositions des textes en vigueur.

Ce registre doit être présenté à toute réquisition de l'autorité compétente.

CHAPITRE V : DE L'EXERCICE DES DROITS D'USAGE

Section 1 : Dans le domaine forestier protégé

ARTICLE 40 : Dans le domaine forestier protégé les autorisations de défrichement en vue de l'installation de production agricole ou industrielle sont délivrés par le délégué du Gouvernement ou l'autorité compétente de la collectivité territoriale dont relève la zone de défrichement après avis conforme de la commission de défrichement.

ARTICLE 41 : Les autorisation de défrichement sont délivrées après acquittement de la redevance de défrichement conformément aux dispositions des textes en vigueur.

ARTICLE 42 : Dans le domaine forestier protégé, la coupe du bois vert à titre de droit d'usage est subordonné à l'acquisition préalable d'une autorisation gratuite délivrée par le chef de service communal ou toute autorité compétente chargé des ressources forestières du lieu d'exploitation.

ARTICLE 43 : Certains établissements publics ou d'intérêt public civils ou militaires peuvent bénéficier d'autorisation gratuite de coupe ou de ramassage de bois lorsque les produits ne sont pas destinés à la vente.

Ces autorisations sont délivrées par le chef de service de cercle ou par délégation le chef de service communal chargés des ressources forestières du lieu d'exploitation.

Section 2 : Dans le domaine forestier classé

ARTICLE 44 : Dans le domaine forestier classé, le pâturage et la circulation du bétail, en dehors des routes, et pistes traversant ou longeant la forêt sont interdits dans les cas suivants :

- les forêts aménagées portant des plantations et/ou des régénérations de moins de cinq ans ;
- les périmètres de reboisement.

ARTICLE 45 : Après constat d'un feu de brousse dans une forêt classée le pâturage est interdit par décision du ministre chargé des Ressources forestières. La décision fixe la durée de l'interdiction.

ARTICLE 46 : Dans le domaine forestier classé, l'émondage et l'ébranchage des arbres dans le but de nourrir les animaux sont interdits.

ARTICLE 47 : Le droit de parcours du bétail dans les forêts classées sous aménagement est subordonné à l'acquisition préalable d'une autorisation gratuite délivrée par l'autorité chargée de la gestion de la forêt.

ARTICLE 48 : Outre l'exercice des droits d'usage par les communautés riveraines conformément aux dispositions de l'acte de classement, toute exploitation de produit forestier dans le domaine forestier classé est subordonnée à une autorisation préalable délivrée par l'autorité chargée de la gestion du périmètre concerné.

La délivrance de cette autorisation donne lieu à la perception de droits conformément aux dispositions des textes en vigueur.

La gratuité n'est accordée que si les produits sont, soit destinés à une consommation individuelle ou familiale du requérant soit à un organisme de recherche scientifique agréée.

CHAPITRE VI : DE L'EXPLOITATION DU DOMAINE FORESTIER DES PARTICULIERS

ARTICLE 49: Les particuliers propriétaires de terrains boisés ou de forêts ne pourront pratiquer le défrichement qu'en vertu d'une autorisation gratuite délivrée par l'autorité compétente. Cette autorisation n'est pas délivrée si le défrichement est susceptible de compromettre :

- le maintien des terres sur les pentes des montagnes ;
- la défense du sol contre les érosions et les envahissements des cours d'eau ;
- la protection des sources et leurs bassins de réception ;
- la protection des dunes de sables ;
- la salubrité publique ;
- la défense du territoire.

ARTICLE 50 : Les concessionnaires titulaires de titres provisoires de terrains domaniaux sont astreints, outre les règles prévues à l'article 49 ci-dessus, concernant le défrichement au paiement des redevances et taxes prévues par les textes en vigueur .

CHAPITRE VII : DES RECETTES D'EXPLOITATION

ARTICLE 51 : L'exploitation des produits forestiers est soumise à la taxation à l'exception des cas relevant de l'exercice du droit d'usage.

ARTICLE 52 : Les taux des redevances et des taxes perçues à l'occasion de la délivrance des titres d'exploitation des ressources forestières sont fixés par décret pris en Conseil des Ministres.

CHAPITRE VIII : DES DISPOSITIONS FINALES

ARTICLE 53 : Le ministre de l'Equipeement, de l'Aménagement du Territoire, de l'Environnement et de Urbanisme, le ministre des Domaines de l'Etat et des affaires foncières, le minis tre de l'Administration Territoriale et des Collectivités Locales, le ministre de l'Economie et des Finances sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent décret qui sera enregistré et publié au Journal officiel.

Bamako, le 17 septembre 2001

**Le Président de la République,
Alpha Oumar KONARE**

**Le Premier ministre,
Mandé SIDIBE
Le ministre de l'Équipement, de l'Aménagement
du Territoire, de l'Environnement
et de l'Urbanisme,
Soumaïla CISSE**

**Le ministre des Domaines de l'Etat, des
Affaires Foncières, de la Communication,
Madame Bouaré Fily SISSOKO**

**Le ministre de l'Administration
Territoriale et des Collectivités Locales,
Ousmane SY**

**Le ministre de l'Economie et des Finances,
Bacari KONE**